

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 26/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HELLARD**

Le Haut Côteau  
44370 Loireauxence

Références : N3-2024-221 - RAPPORT

Code AIOT : 0006303093

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2024 dans l'établissement HELLARD implanté Le Haut Côteau 44 370 Loireauxence. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HELLARD
- Le Haut Côteau 44 370 Loireauxence
- Code AIOT : 0006303093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Plateforme de tri, transit, regroupement de déchets de métaux

Thèmes de l'inspection :

- Gestion du site
- Nature des activités
- Gestion des déchets
- Contrôle et vérification

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L171-7 et L171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des DEEE - Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement, Article R.543-200-1	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe, Article 8.3.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Registre des déchets entrants et sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Articles 1 et 2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature et volume d'activité	Bénéfice d'antériorité du 25/10/2011	Sans objet
3	Zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Articles 3, 4.1 et 5	Sans objet
4	Entretien du dispositif de traitement des eaux de ruissellement avant rejet	Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Article 4.2.2	Sans objet
5	Contrôle des eaux de ruissellement avant rejet	Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Article 4.2.3	Sans objet
6	Les moyens de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Articles 8.1 et 8.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Trois non-conformités ont été relevées lors de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Nature et volume d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Bénéfice d'antériorité du 25/10/2011
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature et volume d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique ICPE 2713 (E) : 6 807 m <sup>2</sup> Rubrique ICPE 2718 (A) : 10 tonnes de batteries
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il est constaté l'entreposage de déchets de métaux triés et répartis dans des cases sur l'ensemble de la plateforme de tri, transit et regroupement. Aucun entreposage de batterie n'est présent sur le site. L'exploitant déclare ne plus faire transiter de batteries sur son site et avoir réduit considérablement

son activité de transit, regroupement de déchets de métaux passant d'un volume annuel de 15 000 tonnes à 3 000 tonnes sur les dernières années d'activité.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

**L'exploitant doit se positionner quant au maintien de la rubrique ICPE 2718.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°2 : Gestion des DEEE - Contrat avec un éco-organisme**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.543-200-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Gestion des DEEE - Contrat avec un éco-organisme

**Prescription contrôlée :**

I. – Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

II. – Pour l'application de l'article L.541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

**Constats :**

Lors de l'inspection, des moteurs électriques sont entreposés dans une case. L'exploitant ne dispose pas d'un contrat avec un éco-organisme pour la gestion des DEEE.

L'exploitant s'est engagé à les évacuer dans les meilleurs délais.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

Ces moteurs électriques constituent des DEEE et l'exploitant n'est pas autorisé à faire transiter des DEEE sur son site d'exploitation. De plus, leur gestion nécessite de disposer d'un contrat avec un éco-organisme agréé ou avec un producteur agréé ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ d'application du référentiel réglementaire rappelé ci-dessus.

**L'exploitant doit par conséquent évacuer ces déchets dans les plus brefs délais.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°3 : Zone de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Articles 3, 4.1 et 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Zone de stockage

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception des produits, des stockages avant et après traitement présenteront une surface bétonnée étanche.</p> <p>Afin d'en interdire l'accès, le chantier doit être entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.</p> <p>Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides.</p> <p>Des mesures sont prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier, les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble du site est bétonné, étanche et raccordé à un dispositif de traitement des eaux (débourbeur et déshuileur).</p> <p>L'ensemble du site est clos.</p> <p>Les déchets de métaux ne présentent pas de traces de souillures et semblent relativement propres.</p> <p>Le site est propre et les voies d'accès et de circulation interne sont bien dégagées et maintenues propres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°4 : Entretien du dispositif de traitement des eaux de ruissellement avant rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du dispositif de traitement des eaux de ruissellement avant rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entretien du dispositif de traitement des eaux de ruissellement avant rejet</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le curage du système de traitement des eaux de ruissellement a été réalisé le 16 janvier 2024 par la société ORTEC ENVIRONNEMENT (facture présentée par l'exploitant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°5 : Contrôle des eaux de ruissellement avant rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, Annexe - Article 4.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des eaux de ruissellement avant rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réalisation du contrôle des eaux de ruissellement</p> <p>Conformité des résultats</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle a été réalisé par la société INNOVALYS le 4 décembre 2023. Les résultats d'analyse ne présentent pas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N°6 : Les moyens de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, article Annexe - Article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Les moyens de protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Présence de moyens de protection contre l'incendie Vérification des moyens de protection contre l'incendie
<b>Constats :</b>  Des extincteurs sont disposés sur le site et des consignes incendie ont été établies. La vérification des 8 extincteurs du site a été réalisée par la société SICLI le 10 janvier 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°7 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/1996, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation du contrôle des installations électriques Conformité des résultats du contrôle
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle des installations électriques. L'exploitant déclare travailler exclusivement sur la plateforme de tri, transit des déchets de métaux et ne plus utiliser le bâtiment d'exploitation et ses installations électriques. Il considère, par conséquent, ne plus être soumis aux obligations de contrôle de son installation électrique.  <b><u>Avis de l'inspection des installations classées :</u></b> Le bâtiment d'exploitation est une partie intégrante de l'activité et les installations électriques y étant associées restent soumises aux obligations de contrôle. De plus, il a été constaté l'entreposage de déchets de métaux ainsi qu'un atelier d'entretien des outils du site à l'intérieur du bâtiment.  <b>L'exploitant doit faire réaliser le contrôle des installations électriques du site dans les plus brefs délais et transmettre les éléments de contrôle et d'actions correctives en cas d'écarts relevés sur ces installations.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N°8 : Registre des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Articles 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre des déchets entrants et sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> Tenue d'un registre déchet des entrées et des sorties Renseignement de l'ensemble des informations réglementaires
<b>Constats :</b>

L'exploitant tient un registre déchet des entrées et des sorties. Cependant, l'ensemble des informations réglementaires n'est pas renseigné.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

**L'exploitant doit compléter son registre avec l'ensemble des informations réglementaires prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours